



Rapport annuel 2011-2012



**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE
DES INDUSTRIES DES PORTES ET FENÊTRES,
DU MEUBLE ET DES ARMOIRES DE CUISINE**

TABLE DES MATIÈRES

Mot des coprésidents	1
Reddition de comptes	3
Rapport du vérificateur	41

MOT DES COPRÉSIDENTS

Nous déposons la *Reddition de comptes 2011-2012* du Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine.

La convergence des interventions des chargés de projet du Comité sectoriel et des agents d'Emploi-Québec en milieu manufacturier participe à la réalisation du projet *Investissement Compétences* lancé par la *Commission des partenaires du marché du travail* (CPMT) en 2012.

Les travaux du CSMO visent à mettre en place un système de gestion plus structuré des ressources humaines chez les fabricants. Ils préparent le terrain à l'enrichissement du capital humain, à la reconnaissance de la compétence des travailleurs, à l'accélération de la productivité des organisations et à la formalisation d'une démarche de formation continue dans l'entreprise.

Pour couronner les efforts du manufacturier, la CPMT peut lui délivrer un *Certificat de qualité des initiatives de formation* (CQIF) et un *Certificat d'Engagement Investissement Compétences*.

En 2011-2012, le Comité sectoriel a poursuivi son soutien à l'industrie. La situation économique précaire aux États-Unis, la vigueur du dollar canadien et la dynamique concurrentielle amènent les représentants des employeurs et des travailleurs à vouloir faire des gains de productivité en misant davantage sur l'enrichissement des compétences et la polyvalence sur une base consensuelle.

Les ressources du CSMO ont porté des actions structurantes dans 165 entreprises de l'industrie. Citons le développement des compétences, la gestion RH (18 entreprises), la formation des compagnons (99 compagnons-participants dans 34 entreprises), la promotion du *Programme d'apprentissage en milieu de travail* (530 signatures d'entente PAMT), la reconnaissance des compétences des travailleurs en emploi (170), sans emploi (2) et licenciés (57), la mise en œuvre d'un comité de formation (2) et l'émission d'un premier *Certificat de qualité des initiatives de formation* (Meubles Concordia).

Le Comité sectoriel a continué à accroître l'accès aux outils conçus ces dernières années : hausse du nombre d'entreprises inscrites (115) au logiciel *SolutionsRH.net*, diffusion de 1000 guides d'apprentissage et remise de 850 fiches promotionnelles des carrières *Clicemplois.net*.

L'effet croisé de la force de la prestation de services de l'équipe du Comité sectoriel et du réseau d'Emploi-Québec confirme donc de plus en plus la pertinence du coffre d'outils et du modèle d'intervention déployés ces cinq dernières années.

MOT DES COPRÉSIDENTS

En mars 2011, la *Conférence exploratoire* arrivait du reste aux mêmes constats. Cet exercice de planification stratégique du Comité sectoriel qui visait à baliser les orientations du *Plan d'action triennal 2011-2014* réunissait 95 personnes, dont 70 représentants d'employeurs et de travailleurs provenant de 31 entreprises. C'était des organisations totalisant 7000 emplois dans une industrie qui en dénombrait environ 50 000.

Nous tenons à souligner une fois de plus notre engagement concerté à rendre l'industrie plus performante et les travailleurs mieux outillés en regard du développement de la main-d'œuvre, de la formation continue et de l'emploi.

Jean-François Michaud
Coprésident patronal
AFMQ

Renaud Gagné
Coprésident syndical
SCEP-FTQ



REDDITION DE COMPTES

2011-2012

Orientation 1 :

Assurer la représentativité du secteur lors d'une assemblée publique, lors de l'assemblée générale, au sein du conseil d'administration, du comité exécutif et dans les autres instances du Comité sectoriel de main-d'œuvre dans son secteur

Composition du secteur	Instance ou forum du CSMO	Appréciation en début d'année	Appréciation en fin d'année
Portes et fenêtres			
Code SCIAN : 321911 Fabrication de fenêtres et de portes de bois	CA	Effective	4 sièges : AIPVFQ, FTQ, CSN, CSD.
Code SCIAN : 326196 Fabrication de portes et de fenêtres en plastique	CA	Effective	4 sièges : AIPVFQ, FTQ, CSN, CSD.
Code SCIAN : 332321 Fabrication de portes et de fenêtres en métal	CA	Effective	4 sièges : AIPVFQ, FTQ, CSN, CSD.
Fabrication de meubles et de produits connexes	CA	Effective	4 sièges : AIPVFQ, FTQ, CSN, CSD.
Code SCIAN : 3371 Fabrication de meubles de maison et d'établissement institutionnel et d'armoires de cuisine	CA	Effective	5 sièges : AFMQ, AIPVFQ, FTQ, CSN, CSD.
Code SCIAN : 33711 Fabrication d'armoires et de comptoirs de cuisine de bois	CA	Effective	4 sièges : AFDICQ, FTQ, CSN, CSD.
Code SCIAN : 33712 Fabrication de meubles de maison et d'établissement institutionnel	CA	Effective	5 sièges : AFMQ, AFDICQ, FTQ, CSN, CSD.
Code SCIAN : 3372 Fabrication de meubles de bureau (y compris les articles d'ameublement)	CA	Effective	4 sièges : AFMQ, FTQ, CSN, CSD.

REDDITION DE COMPTES

2011-2012

Composition du secteur	Instance ou forum du CSMO	Appréciation en début d'année	Appréciation en fin d'année
Portes et fenêtres			
Code SCIAN : 33721 Fabrication de meubles de bureau (y compris les articles d'ameublement)	CA	Effective	4 sièges : AFMQ, FTQ, CSN, CSD.
Code SCIAN : 337213 Fabrication de meubles de bureau en bois (y compris les boiseries architecturales faites sur commande)	CA	Effective	4 sièges : AFMQ, FTQ, CSN, CSD.
Code SCIAN : 337214 Fabrication de meubles de bureau (sauf en bois)	CA	Effective	4 sièges : AFMQ, FTQ, CSN, CSD.
Code SCIAN : 337215 Fabrication de vitrines d'exposition, de cloisons, de rayonnages et de casier	CA	Effective	5 sièges : AFMQ, AIPVFQ, FTQ, CSN, CSD.
Code SCIAN : 3379 Fabrication d'autres produits connexes aux meubles	CA	Effective	4 sièges : AFMQ, FTQ, CSN, CSD.
Code SCIAN : 33791 Fabrication de matelas	CA	Effective	4 sièges : AFMQ, FTQ, CSN, CSD.
Code SCIAN : 33792 Fabrication de stores et de persiennes	CA	Non	Trop faible volume d'entreprises.
Code SCIAN : 3272 Fabrication de verre et de produit en verre	CA	Effective	AIPVFQ, FTQ, CSN, CSD

Orientation 2 :

Développer le partenariat et la concertation entre les partenaires au sein des structures du Comité sectoriel de main-d'œuvre

Instances actives de concertation	Mandat et objectifs	Fréquence	Appréciation des résultats (taux de participation, résultats ou retombées)
<p>Employeurs et représentants des travailleurs</p>	<p>Tenir les employeurs et les travailleurs informés des activités du Comité.</p> <p>Toutes les régions du Québec.</p>	<p>Production de trois bulletins d'information qui seront distribués à des milliers d'agents d'information d'Emploi-Québec et du MELS, à des entreprises et à des représentants syndicaux.</p>	<p>Cible atteinte : 4 / 3</p> <p>Le CSMO a produit un bulletin <i>Info Main-d'œuvre</i> (version papier), diffusé à l'automne 2011 auprès de 2000 personnes. Un autre a suivi au printemps 2012. Le bulletin d'information électronique InfoClicemplois, la veille de l'évolution des besoins du marché du travail, a aussi renseigné environ 2500 agents d'information du réseau scolaire et d'Emploi-Québec (une diffusion). À une reprise, le bulletin d'information électronique InfoSolutionsRH, axé sur les pratiques de gestion des ressources humaines et sur le développement des compétences, a d'autre part permis de joindre par courriel des représentants d'employeurs et de travailleurs de quelque 1000 entreprises.</p>
<p>Employeurs et représentants des travailleurs, agents d'Emploi-Québec, CPMT et EQMBO</p>	<p>Réaliser un exercice de planification stratégique à l'aide d'une Conférence exploratoire.</p>	<p>1 fois aux trois ans.</p>	<p>L'événement a eu lieu en mars 2011. Le rapport est disponible sur le site <i>Clicemplois.net</i>.</p>

Instances actives de concertation	Mandat et objectifs	Fréquence	Appréciation des résultats (taux de participation, résultats ou retombées)
Présentation aux associations patronales	Présenter les produits, services et résultats des interventions du Comité.	1 fois aux trois ans.	<p>La présentation des services du Comité sectoriel aux associations patronales et aux organismes a réuni 340 personnes.</p> <p>Secteur : meuble Nombre de participants : 80</p>
	AFMQ –congrès		<p>Secteur : portes et fenêtres Nombre de participants : 70</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Prise de contact avec les directeurs généraux des entreprises. ● Réalisation d'activités spécifiques avec : <i>Novatech, Fenêtres Lapco, Portes et fenêtres Président, Royal Plast.</i>
	AFDICQ –congrès		<p>Secteur : armoires de cuisine Nombre de participants : 120</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Prise de contact avec les directeurs généraux des entreprises. ● Réalisation d'activités spécifiques avec : <i>Miralis, Denla, Cuisines Laurier, Armoires Multimonde, Cabcor, Cuisines Beauregard, Armoires Trudeau, Ébénisterie Richard & Lévesque, Garneau & Borne, Armoire et salle de bains Simard, Cuisines Denis Couture</i>
	AFDICQ – Journée réseautage		<p>Secteur : armoires de cuisine Nombre de participants : 70</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Tenue d'un stand d'information sur les services du CSMO : présentation des travaux du CSMO lors de l'assemblée annuelle de l'association.

Instances actives de concertation	Mandat et objectifs	Fréquence	Appréciation des résultats (taux de participation, résultats ou retombées)
Présentation aux associations syndicales	Présenter les produits, services et résultats des interventions du Comité sectoriel.	1 fois par année.	La présentation des services du Comité sectoriel à l'association syndicale a réuni 48 personnes.
	Exécutif du syndicat des travailleurs du syndicat des employés de <i>Giguère et Morin</i> (FTQ-SCEP)	Ad hoc	Nombre de participants : 40 <ul style="list-style-type: none"> ● Présentation des services du CSMO visant la mise en œuvre d'un comité de formation paritaire, la reconnaissance des compétences et le <i>Programme d'apprentissage en milieu de travail</i>. ● Acceptation de participer à un projet lorsque l'employeur souhaitera le démarrer.
	Exécutif du syndicat des employés du groupe <i>Lacasse</i> (FTQ-SCEP)	Ad hoc	Nombre de participants : 4 <ul style="list-style-type: none"> ● Présentation des services du CSMO visant la mise en œuvre d'un comité de formation paritaire, la reconnaissance des compétences et le <i>Programme d'apprentissage en milieu de travail</i>. ● Acceptation de participer à un projet lorsque l'employeur souhaitera le démarrer.
	Exécutif du syndicat des employés de <i>Bestar</i> (FTQ-SCEP)	Ad hoc	Nombre de participants : 2 <ul style="list-style-type: none"> ● Soutien à la reconnaissance des compétences des travailleurs en emploi. ● Poursuite du projet.

REDDITION DE COMPTES

2011-2012

Instances actives de concertation	Mandat et objectifs	Fréquence	Appréciation des résultats (taux de participation, résultats ou retombées)
	Exécutif du syndicat des employés licenciés de Solutions Bonneville (Syndicat international des peintres et métiers connexes vitriés et travailleurs du verre (local 1135))	Ad hoc	Nombre de participants : 2 <ul style="list-style-type: none">● Présentation du processus de reconnaissance des compétences des travailleurs licenciés.● 57 travailleurs ont fait reconnaître leurs compétences dans le cadre de la fermeture de l'usine de Saint-Joseph-de-Beauce.

REDDITION DE COMPTES

2011-2012

Instances actives de concertation	Mandat et objectifs	Fréquence	Appréciation des résultats (taux de participation, résultats ou retombées)
Présentation aux partenaires			La présentation des services du Comité sectoriel aux associations patronales et aux organismes a réuni 254 personnes.
	SIB de l'Estrie	Ad hoc	Nombre de participants : 1 <ul style="list-style-type: none"> Établissement d'un partenariat entre le CSMO et la mutuelle de formation.
	Projet Accord Chaudière-Appalaches	Ad hoc	Nombre de participants : 30 <ul style="list-style-type: none"> Établissement d'un partenariat entre le CSMO et le <i>Projet Accord</i>. Offre d'une prestation de services commune dans la région de Lotbinière. Collaboration visant la traduction française des normes <i>Architectural Woodwork Standards</i>.
	Projet Accord Centre-du-Québec	Ad hoc	Nombre de participants : 125 <ul style="list-style-type: none"> Participation à une journée de réseautage.
	Projet Accord Lanaudière	Ad hoc	Nombre de participants : 12 <ul style="list-style-type: none"> Collaboration à la détermination des orientations dans son plan d'action.
	Mutuelle de formation Plus	Ad hoc	Nombre de participants : 2 <ul style="list-style-type: none"> Établissement d'un partenariat entre le CSMO et la mutuelle de formation.
	Mutuelle de formation Forma PME	Ad hoc	Nombre de participants : 2 <ul style="list-style-type: none"> Établissement d'un partenariat entre le CSMO et la mutuelle de formation.

REDDITION DE COMPTES

2011-2012

Instances actives de concertation	Mandat et objectifs	Fréquence	Appréciation des résultats (taux de participation, résultats ou retombées)
	Chaire Rona	Ad hoc	Nombre de participants : 1 <ul style="list-style-type: none">● Présentation des outils de formation conçus par le CSMO en prévision du développement d'un projet d'insertion sur le marché du travail.
	CRIQ	Ad hoc	Nombre de participants : 6 <ul style="list-style-type: none">● Échange sur les problématiques du secteur.
	Salon des entreprises de Saint-Eustache	Ad hoc	Nombre de participants : 50 <ul style="list-style-type: none">● Promotion des produits et services du CSMO auprès des ressources de la région.● Une quinzaine de prises de contact.
	EQMBO-Entreprises	Ad hoc	Nombre de participants : 25 <ul style="list-style-type: none">● Promotion des produits et services du CSMO auprès des ressources de la région.
	Projet Accord Lanaudière	Ad hoc	Nombre de participants : 12 <ul style="list-style-type: none">● Collaboration à la détermination des orientations dans son plan d'action.
	Mutuelle de formation Plus	Ad hoc	Nombre de participants : 2 <ul style="list-style-type: none">● Établissement d'un partenariat entre le CSMO et la mutuelle de formation.
	Mutuelle de formation Forma PME	Ad hoc	Nombre de participants : 2 <ul style="list-style-type: none">● Établissement d'un partenariat entre le CSMO et la mutuelle de formation.

REDDITION DE COMPTES

2011-2012

Instances actives de concertation	Mandat et objectifs	Fréquence	Appréciation des résultats (taux de participation, résultats ou retombées)
Reddition de comptes	Présenter les résultats des activités du CSMO.	1 fois par année.	La présentation des activités et des retombées des activités du Comité sectoriel est conforme aux attentes.
Rapport annuel	Présenter les résultats des activités du CSMO.	1 fois par année.	La présentation des activités et des retombées des activités du Comité sectoriel est conforme aux attentes. La présentation des activités et des retombées des travaux du Comité sectoriel est conforme aux attentes.

Orientation 3 :

Contribuer au développement, à la reconnaissance et à la pleine utilisation des compétences de la main-d'œuvre (incluant les activités hors Cadre)

O : Oui N : Non C : En continu

Objectifs visés, activités ou projets	Réalisé			Résultats opérationnels/effets sur les entreprises et la main-d'œuvre du secteur
	O	N	C	
<p>Accroître la mobilité et l'employabilité des travailleurs qui se retrouvent en situation de mise à pied ou de perte d'emploi dans le secteur.</p> <p>Le secteur connaît une situation difficile pour le maintien en emploi de plusieurs travailleurs dans l'industrie. La récession, en plus de la concurrence asiatique et de la fluctuation du dollar canadien, provoque des turbulences qui affectent le volume d'activité. Cela nécessite, auprès des travailleurs, le développement d'une plus grande mobilité professionnelle et le développement de leur employabilité. Le maintien en emploi, lors de mises à pied temporaires, ou l'espoir de recouvrer un emploi lors d'un licenciement exigent de plus grandes capacités chez les individus sur le plan des compétences professionnelles et des compétences de base.</p> <p>Voir à ce que des actions soient prises auprès des directions régionales d'Emploi-Québec afin de réaliser des activités de formation lors des périodes de mises à pied ou de licenciement, en plus d'effectuer la reconnaissance des compétences des travailleurs licenciés.</p>	X		X	<p>Les 204 visites promotionnelles du Comité sectoriel chez 165 manufacturiers de l'industrie ont permis de reconnaître les compétences de 229 travailleurs : en emploi (170), sans emploi (2) et licenciés (57).</p> <p>Les <i>certificats de qualification</i> délivrés en regard de la reconnaissance des compétences des travailleurs en emploi contribuent à accroître la mobilité et l'employabilité des travailleurs</p> <p>Effets sur les entreprises et la main-d'œuvre</p> <p>Dans cette perspective, il est possible d'espérer l'atteinte des objectifs généraux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Réaliser la formation continue en gérant mieux le capital humain. ● Augmenter et reconnaître la compétence des travailleurs. ● Hausser la polyvalence et la polycompétence des employés. <p>Nous vous invitons à consulter les témoignages dans le clip vidéo suivant :</p> <p>http://www.solutionsrh.net/video/video_player_csn_05.html</p> <p>http://www.solutionsrh.net/video/video_player</p> <p>Effets sur les entreprises et la main-d'œuvre</p> <p>Il y aurait lieu de mener une étude pour cibler les indicateurs de performance permettant d'établir les retombées des activités promotionnelles des comités sectoriels en entreprise.</p>

REDDITION DE COMPTES

2011-2012

Objectifs visés, activités ou projets	Réalisé			Résultats opérationnels/effets sur les entreprises et la main-d'œuvre du secteur
	O	N	C	
Promotion de la reconnaissance des compétences	X		X	Nous avons fait la promotion de la reconnaissance des compétences des travailleurs chez 165 manufacturiers.
Soutenir 10 entreprises qui sont aux prises avec des mises à pied ou des licenciements en lançant la reconnaissance des compétences et la mise en œuvre d'activités de formation. Toutes les régions.				<p>Cible non atteinte : 1 / 10</p> <p>Le Comité sectoriel a réalisé une opération de reconnaissance des compétences de 57 travailleurs à l'occasion de la fermeture de <i>Solutions Bonneville</i>. Notons qu'un autre manufacturier n'a pas pu donner suite à la démarche du Comité sectoriel.</p> <p>Une partie de l'écart s'explique par le manque d'information provenant des intervenants qui agissent auprès des fabricants sur le point de procéder à des licenciements et à des mises à pied.</p>
Organiser des activités de reconnaissance des travailleurs en emploi et sans emploi.	X			<p>Cible non atteinte : 172 / 316 travailleurs</p> <p>Le Comité sectoriel a réalisé une opération de reconnaissance des compétences sur 170 travailleurs en emploi dans huit entreprises : Cuisines Laurier (20), Isothermic (26), L.G. Martel (3), Logiflex (3), Bestar (38), Concordia (4), Chantecler (28) et Élite Portes et Fenêtres (48). Deux autres personnes sans emploi, qui ne sont pas liées à un manufacturier, ont pu obtenir une attestation de reconnaissance des compétences. C'est donc un grand total de 172 travailleurs en emploi certifiés en 2011-2012. Si les ex-employés de Solutions Bonneville (57) sont pris en compte, il y a eu au total 229 travailleurs dans l'industrie qui ont vu leurs compétences reconnues.</p> <p>Les cibles ne sont pas atteintes parce qu'il y a entre autres beaucoup d'efforts à déployer afin de faire connaître et valoir l'importance de la reconnaissance des compétences des travailleurs en emploi auprès des employeurs. Il est difficile d'établir des cibles sans connaître les besoins précis des entreprises (lorsqu'ils sont portés à l'attention du CSMO) et l'évolution de la conjoncture économique.</p>

REDDITION DE COMPTES

2011-2012

Objectifs visés, activités ou projets	Réalisé			Résultats opérationnels/effets sur les entreprises et la main-d'œuvre du secteur
	O	N	C	
Peintre-finiisseur Cible : 58	X			Cible non atteinte : 7 / 58
Assembleur de portes et fenêtres Cible : 81	X			Cible atteinte : 159 / 81
Opérateur de machines industrielles Cible : 83	X			Cible non atteinte : 44 / 83
Rembourseur Cible : 9	X			Cible non atteinte : 0 / 9
Couturier de meubles Cible : 9	X			Cible non atteinte : 0 / 9
Ébéniste Cible : 76	X			Cible non atteinte : 17 / 76
				<p>Effets sur les entreprises et la main-d'œuvre</p> <p>L'initiative valorise la compétence acquise en milieu de travail et reconnaît les efforts des travailleurs, même dans une situation de mise à pied. De plus, le processus peut permettre d'amorcer ou de poursuivre des travaux menant à structurer la formation continue. Il y aurait lieu de mener une étude pour cibler les indicateurs de performance permettant d'établir les retombées des opérations de reconnaissance des compétences des travailleurs par les comités sectoriels en entreprise</p> <p>• Retombées : http://www.solutionsrh.net/video/video_player_reconnaissance_competences_retombe.html</p> <p>Étapes de la démarche http://www.solutionsrh.net/video/video_player_reconnaissance_competences_etapes.html</p>

Objectifs visés, activités ou projets	Réalisé			Résultats opérationnels/effets sur les entreprises et la main-d'œuvre du secteur
	O	N	C	
<p>Qualifier 100 compagnons (en 10 séances) pour exercer leur rôle de formateur en milieu de travail.</p>	X			<p>Cible non atteinte : 99 / 100</p> <p>On a formé 99 formateurs internes provenant de 36 entreprises distinctes évoluant dans les secteurs des portes et fenêtres (7), du meuble (20) et des armoires de cuisine (9). La dispensation des sessions de formation des compagnons (12 groupes) était très large sur le territoire québécois : Montérégie (1), Capitale-Nationale (1) Chaudière-Appalaches (4), Centre-du-Québec (2), Saguenay-Lac-Saint-Jean (1), Montréal (1), Estrie (1) et Abitibi-Témiscamingue (1). Il faut ajouter à la liste la formation de six agents d'Emploi-Québec. Le Comité sectoriel avait obtenu ce résultat en invitant (promotion) 86 entreprises et 15 agents d'Emploi-Québec.</p> <p>Selon un sondage réalisé à l'issue de chaque séance de formation des compagnons, le niveau de satisfaction des participants était très élevé, qu'il s'agisse de la pertinence des contenus (84 %), de la qualité de la documentation (85 %), de l'à-propos de la méthodologie (85 %), de l'aisance du formateur (96 %) et de la pertinence des exercices (84 %).</p> <p>Effets sur les entreprises et la main-d'œuvre</p> <p>Il y aurait lieu de mener une étude sur la détermination d'indicateurs de performance permettant de mesurer les effets des sessions de formation des compagnons sur les entreprises et la main-d'œuvre. L'impact sera mesuré en 2012 par une étude réalisée par l'équipe d'Alain Dunberry, de <i>l'Observatoire compétences-emplois sur la formation continue et le développement des compétences</i> de l'Université du Québec à Montréal (UQÀM). Le rapport est attendu au cours de l'exercice financier 2012-2013.</p> <p>En attendant, les commentaires recueillis dans les entreprises ont permis de dégager certains avantages :</p>

Objectifs visés, activités ou projets	Réalisé			Résultats opérationnels/effets sur les entreprises et la main-d'œuvre du secteur
	O	N	C	
				<p>Entreprises</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Enrichir la compétence des formateurs internes. ● Établir le profil de compétence des formateurs internes. ● Hausser la motivation des experts de métier à transmettre leurs compétences et leurs connaissances. ● Améliorer les pratiques de gestion des ressources humaines. ● Accroître la formation structurée en milieu de travail. <p>Participants (compagnons ou formateurs internes)</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Bonifier le <i>coffre à outils</i> (compétences) chez les formateurs internes. ● Être mieux reconnus comme formateurs internes auprès des gestionnaires de l'usine. ● Formaliser davantage la formation donnée en milieu de travail. ● Recevoir une <i>certification de compagnonnage</i>, à terme. <p>Nous vous invitons à consulter les témoignages des entreprises dans les deux clips vidéo suivants :</p> <p>Retombées sur la production : http://www.solutionsrh.net/video/video_player_for_mation_compagnons_retombe_production.html</p> <p>Retombées sur la gestion des opérations et du personnel : http://www.solutionsrh.net/video/video_player_for_mation_compagnon_gestion_operations.html</p> <p>Rôle du compagnon : http://www.solutionsrh.net/video/video_player_for_mation_compagnon_role.html</p>

REDDITION DE COMPTES

2011-2012

Objectifs visés, activités ou projets	Réalisé			Résultats opérationnels/effets sur les entreprises et la main-d'œuvre du secteur
	O	N	C	
<p>Faire connaître la norme professionnelle <i>Compagnon</i> auprès de 155 entreprises et encourager son utilisation.</p> <p>Dans toutes les régions du Québec.</p> <p>Suivi des sessions de formation des compagnons et arrimage administratif.</p>	X			<p>Cible atteinte : 165 / 155</p> <p>Le Comité sectoriel a réalisé 165 visites promotionnelles dans autant d'entreprises. Il y a eu une répartition du nombre de manufacturiers dans nos trois secteurs d'activité et dans 14 régions administratives.</p> <p>En 2011-2012, nous avons fait le suivi auprès de 55 entreprises ayant participé aux sessions de formation en 2010-2011. Vingt d'entre elles ont manifesté de l'intérêt pour la certification de 35 formateurs internes à l'aide de la norme <i>Compagnon</i>.</p> <p>Le Comité sectoriel a aussi distribué un guide du compagnon à 169 / 175 entreprises (96 %) dans le cadre de sa campagne promotionnelle.</p> <p>Aux retombées des visites promotionnelles dans 55 entreprises il faut ajouter 15 réunions (visites) avec les représentants des directions régionales et les agents d'Emploi-Québec, ainsi que les 15 rencontres avec d'autres partenaires.</p> <p>Effets sur les entreprises et la main-d'œuvre</p> <p>Il serait hasardeux de présenter des effets multiplicateurs, difficilement mesurables, de ces représentations, faute d'indicateurs à la disposition des comités sectoriels.</p>
<p>Réaliser la signature de 207 ententes avec Emploi-Québec visant la <i>qualification des compagnons</i> en milieu de travail.</p>	X			<p>Cible atteinte : 10 / 207</p> <p>Pour des raisons administratives, la signature d'ententes visant la <i>reconnaissance des compagnons</i> s'est amorcée sur le tard pendant l'exercice financier, soit en février 2012. Malgré ces contraintes, nous avons pu reconnaître les compétences de 10 personnes : <i>Chantecler</i> (4), <i>Industrie de la Rive-Sud</i> (3), <i>Wilton Panorama</i> (1), <i>Meubles Concordia</i> (1) et <i>Bestar</i> (1).</p> <p>Effets sur les entreprises et la main-d'œuvre</p> <p>Il serait hasardeux de présenter des effets, difficilement mesurables, de cette initiative, faute d'indicateurs à la disposition des comités sectoriels.</p>

REDDITION DE COMPTES

2011-2012

Objectifs visés, activités ou projets	Réalisé			Résultats opérationnels/effets sur les entreprises et la main-d'œuvre du secteur
	O	N	C	
Promouvoir des programmes d'apprentissage en milieu de travail.	X			<p>Cible non atteinte : 165 entreprises réparties par norme professionnelle / 508 entreprises (six normes confondues)</p> <p>Les ressources du Comité sectoriel ont effectué 203 visites de promotion du PAMT dans 165 entreprises distinctes de portes et fenêtres (24), de meubles (42), d'armoires de cuisine (67) et d'ébénisterie (9) au cours de l'exercice financier 2011-2012. L'offensive du CSMO a ratissé l'ensemble du territoire québécois : Chaudière-Appalaches (48), Saguenay-Lac-Saint-Jean (15), Laval (9), Outaouais (1), Lanaudière (16), Laurentides (7), Montréal (2), Montérégie (22), Estrie (15), Capitale-Nationale (15), Centre-du-Québec (15), Mauricie (21), Bas-Saint-Laurent (5) et Abitibi-Témiscamingue (22).</p> <p>Le Comité sectoriel a pu mesurer l'intérêt (165 entreprises) et le potentiel (123 ententes) pour les <i>Programmes d'apprentissage en milieu de travail</i> chez les fabricants. Les chargés de projet ont distribué quelque 1000 guides d'apprentissage conçus par le CSMO qui touchent les normes professionnelles ébéniste, peintre-finiisseur, rembourreur, opérateur de machines industrielles, couturier de meubles, assembleur de portes et fenêtres, sans oublier la norme Compagnon de la CPMT.</p> <p>Tout en faisant la promotion de ces outils et services d'aide pour structurer la formation, les ressources du Comité sectoriel ont en outre donné de l'information à 165 entreprises sur l'existence des fonctionnalités du logiciel de gestion des compétences du Comité sectoriel, <i>SolutionsRH.net</i>. Ajoutons 17 rencontres d'information avec des agents d'Emploi-Québec.</p> <p>La cible non atteinte par le CSMO (165 / 508) mérite une mise en contexte éclairante. L'écart s'explique par la difficulté à évaluer l'effort du réseau d'Emploi-Québec dans la promotion des normes professionnelles. Le Comité mesure son effort. Il n'y a pas de rétroaction sur ce plan de la part des directions régionales d'Emploi-Québec. Nous ne savons pas si nos cibles sont réalistes. Si les objectifs du CSMO sont réalistes, nous ne savons pas non plus quelle est la contribution d'Emploi-Québec.</p>

REDDITION DE COMPTES

2011-2012

Objectifs visés, activités ou projets	Réalisé			Résultats opérationnels/effets sur les entreprises et la main-d'œuvre du secteur
	O	N	C	
				<p>Il serait intéressant de connaître le nombre de visites en entreprise du réseau réparties par norme professionnelle.</p> <p>Effets sur les entreprises et la main-d'œuvre</p> <p>Pour être en mesure d'établir des indicateurs de performance sur les retombées des activités promotionnelles décrites ci-dessous, il y aurait lieu d'obtenir une aide de la direction de l'évaluation du MESS. Notons toutefois le nombre de manufacturiers qui ont affiché de l'intérêt et qui ont présenté un potentiel d'adhésion aux PAMT en regard du nombre d'entreprises visitées. En attendant une grille d'évaluation commune à tous les CSMO, nous vous invitons à consulter les témoignages des entreprises dans les deux clips vidéo suivants :</p> <p>http://www.solutionsrh.net/video/video_player_pamt_a.html</p> <p>http://www.solutionsrh.net/video/cpmt_06.html</p>
<p>Peintre-finiisseur Faire connaître cette norme professionnelle auprès de 108 entreprises et encourager son utilisation.</p> <p>Dans toutes les régions du Québec.</p>	X			<p>Nombre d'entreprises visitées : 97 /108 (89 %) Intérêt pour le PAMT : 43</p> <p>Potentiel de signatures : 30</p> <p>Nombre de guides distribués : 97</p> <p>L'écart s'explique par la difficulté à évaluer l'effort du réseau d'Emploi-Québec dans la promotion des normes professionnelles. Le Comité mesure son effort. Il n'y a pas de rétroaction sur ce plan de la part des directions régionales d'Emploi-Québec. Nous ne savons pas si nos cibles sont réalistes. Si les objectifs du CSMO sont réalistes, nous ne savons pas non plus quelle est la contribution d'Emploi-Québec.</p>

REDDITION DE COMPTES

2011-2012

Objectifs visés, activités ou projets	Réalisé			Résultats opérationnels/effets sur les entreprises et la main-d'œuvre du secteur
	O	N	C	
<p>Opérateur de machines industrielles Faire connaître cette norme professionnelle auprès de 191 entreprises et encourager son utilisation.</p>	X			<p>Nombre d'entreprises visitées : 171 /191 (89 %)</p> <p>Intérêt pour le PAMT : 68</p> <p>Potentiel de signatures : 50</p> <p>Nombre de guides distribués : 178</p> <p>L'écart s'explique par la difficulté à évaluer l'effort du réseau d'Emploi-Québec dans la promotion des normes professionnelles. Le Comité mesure son effort. Il n'y a pas de rétroaction sur ce plan de la part des directions régionales d'Emploi-Québec. Nous ne savons pas si nos cibles sont réalistes. Si les objectifs du CSMO sont réalistes, nous ne savons pas non plus quelle est la contribution d'Emploi-Québec.</p>
<p>Assembleur de portes et fenêtres Faire connaître cette norme professionnelle auprès de 53 entreprises et encourager son utilisation.</p>	X			<p>Nombre d'entreprises visitées : 25 /53 (47 %)</p> <p>Intérêt pour le PAMT : 16</p> <p>Potentiel de signatures : 11</p> <p>Nombre de guides distribués : 29</p> <p>L'écart s'explique par la difficulté à évaluer l'effort du réseau d'Emploi-Québec dans la promotion des normes professionnelles. Le Comité mesure son effort. Il n'y a pas de rétroaction sur ce plan de la part des directions régionales d'Emploi-Québec. Nous ne savons pas si nos cibles sont réalistes. Si les objectifs du CSMO sont réalistes, nous ne savons pas non plus quelle est la contribution d'Emploi-Québec.</p>

REDDITION DE COMPTES

2011-2012

Objectifs visés, activités ou projets	Réalisé			Résultats opérationnels/effets sur les entreprises et la main-d'œuvre du secteur
	O	N	C	
<p>Remboursneur Réaliser la signature avec Faire connaître cette norme professionnelle auprès de 20 entreprises et encourager son utilisation.</p>	X			<p>Nombre d'entreprises visitées : 10 /20 (50 %)</p> <p>Intérêt pour le PAMT : 8</p> <p>Potentiel de signatures : 8</p> <p>Nombre de guides distribués : 12</p> <p>L'écart s'explique par la difficulté à évaluer l'effort du réseau d'Emploi-Québec dans la promotion des normes professionnelles. Le Comité mesure son effort. Il n'y a pas de rétroaction sur ce plan de la part des directions régionales d'Emploi-Québec. Nous ne savons pas si nos cibles sont réalistes. Si les objectifs du CSMO sont réalistes, nous ne savons pas non plus quelle est la contribution d'Emploi-Québec.</p>
<p>Ébéniste Faire connaître cette norme professionnelle auprès de 116 entreprises et encourager son utilisation.</p>	X			<p>Nombre d'entreprises visitées : 47 / 116 (40 %)</p> <p>Intérêt pour le PAMT : 22</p> <p>Potentiel de signatures : 16</p> <p>Nombre de guides distribués : 61</p> <p>L'écart s'explique par la difficulté à évaluer l'effort du réseau d'Emploi-Québec dans la promotion des normes professionnelles. Le Comité mesure son effort. Il n'y a pas de rétroaction sur ce plan de la part des directions régionales d'Emploi-Québec. Nous ne savons pas si nos cibles sont réalistes. Si les objectifs du CSMO sont réalistes, nous ne savons pas non plus quelle est la contribution d'Emploi-Québec.</p>

REDDITION DE COMPTES

2011-2012

Objectifs visés, activités ou projets	Réalisé			Résultats opérationnels/effets sur les entreprises et la main-d'œuvre du secteur
	O	N	C	
<p>Couturier de meubles Faire connaître cette norme professionnelle auprès de 20 entreprises et encourager son utilisation..</p>	X			<p>Nombre d'entreprises visitées : 11 / 20 (55 %)</p> <p>Intérêt pour le PAMT : 8</p> <p>Potentiel de signatures : 8</p> <p>Nombre de guides distribués : 12</p> <p>L'écart s'explique par la difficulté à évaluer l'effort du réseau d'Emploi-Québec dans la promotion des normes professionnelles. Le Comité mesure son effort. Il n'y a pas de rétroaction sur ce plan de la part des directions régionales d'Emploi-Québec. Nous ne savons pas si nos cibles sont réalistes. Si les objectifs du CSMO sont réalistes, nous ne savons pas non plus quelle est la contribution d'Emploi-Québec.</p>
<p>Signer des ententes pour les programmes d'apprentissage en milieu de travail.</p>	X			<p>Total des cibles non atteintes : 530 / 885</p> <p>IL'écart s'explique par la difficulté à établir des cibles, dont l'atteinte dépend largement de l'effort opérationnel d'Emploi-Québec, effort qui est inconnu – le Comité sectoriel contribue déjà largement à la promotion, qui est chiffrée – dans la signature d'ententes PAMT. Le Comité sectoriel n'a cependant aucun contrôle sur la signature des ententes.</p> <p>En 2011-2012, nous ne savons pas à quoi est attribuable la réduction du nombre d'ententes de PAMT observée dans notre industrie par rapport aux années antérieures. Y a-t-il plus ou moins de signatures totales visant l'ensemble des normes professionnelles? Y a-t-il plus de normes à couvrir ? Quelle est l'incidence sur la signature dans nos trois secteurs d'activité? Notre industrie fait-elle partie de la liste des priorités des agents d'Emploi-Québec dans toutes les régions? Les directions régionales ont-elles moins d'effectifs pour faire la promotion de la mesure PAMT et la signature d'ententes?</p>

Objectifs visés, activités ou projets	Réalisé			Résultats opérationnels/effets sur les entreprises et la main-d'œuvre du secteur
	O	N	C	
				<p>De plus, l'expérience vécue sur le terrain nous montre qu'il apparaît difficile d'établir un suivi des efforts promotionnels en regard de la signature d'ententes pour cinq principales raisons :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Certains agents d'Emploi-Québec semblent réticents à signer plusieurs ententes en entreprise. ● Certaines régions administratives ne sont pas en mesure de satisfaire à la demande consécutive aux efforts promotionnels du Comité sectoriel lors de la fin du cycle opérationnel annuel du réseau d'Emploi-Québec : la disponibilité des agents pose problème durant quelques mois par année. ● Certaines régions administratives du réseau d'Emploi-Québec ont des ressources insuffisantes pour répondre aux efforts promotionnels du Comité sectoriel. ● Certaines régions administratives du réseau d'Emploi-Québec préfèrent signer des ententes avec de petites entreprises, au détriment des plus grandes, qui pourraient générer un grand nombre de projets de signatures par compétence. <p>Effets sur les entreprises et la main-d'œuvre</p> <p>Le Comité sectoriel a déposé un rapport sur les effets des PAMT en entreprise en 2009-2010. Les indicateurs de performance qui s'y trouvent pourraient servir de cadre de référence.</p>

REDDITION DE COMPTES

2011-2012

Objectifs visés, activités ou projets	Réalisé			Résultats opérationnels/effets sur les entreprises et la main-d'œuvre du secteur
	O	N	C	
<p>Peintre-finiisseur Réaliser la signature avec Emploi-Québec de 180 ententes pour <i>qualifier des peintres-finiisseurs</i> aux exigences de cette norme.</p>	X			<p>Cible : nombre de signatures inconnu / 180</p> <p>L'écart s'explique par la difficulté à établir des cibles, dont l'atteinte dépend largement de l'effort opérationnel d'Emploi-Québec, effort qui est inconnu – le Comité sectoriel contribue déjà largement à la promotion, qui est chiffrée – dans la signature d'ententes PAMT. Le Comité sectoriel n'a cependant aucun contrôle sur la signature des ententes. En 2011-2012, il n'a pu obtenir non plus le nombre de signatures d'ententes PAMT pour cette norme professionnelle.</p>
<p>Opérateur de machines industrielles Réaliser la signature de 219 ententes avec Emploi-Québec pour <i>qualifier des opérateurs de machines industrielles</i> aux exigences de cette norme</p>	X			<p>Cible : nombre de signatures inconnu / 219</p> <p>L'écart s'explique par la difficulté à établir des cibles, dont l'atteinte dépend largement de l'effort opérationnel d'Emploi-Québec, effort qui est inconnu – le Comité sectoriel contribue déjà largement à la promotion, qui est chiffrée – dans la signature d'ententes PAMT. Le Comité sectoriel n'a cependant aucun contrôle sur la signature des ententes. En 2011-2012, il n'a pu obtenir non plus le nombre de signatures d'ententes PAMT pour cette norme professionnelle.</p>
<p>Assembleur de portes et fenêtres Réaliser la signature de 129 ententes avec Emploi-Québec pour <i>qualifier des assembleurs de portes et fenêtres</i> aux exigences de cette norme.</p>	X			<p>Cible : nombre de signatures inconnu / 129</p> <p>L'écart s'explique par la difficulté à établir des cibles dont l'atteinte dépend de l'effort opérationnel d'Emploi-Québec dans la signature d'ententes PAMT, sur lequel le Comité sectoriel n'a aucun contrôle, mise à part la promotion.</p>

REDDITION DE COMPTES

2011-2012

Objectifs visés, activités ou projets	Réalisé			Résultats opérationnels/effets sur les entreprises et la main-d'œuvre du secteur
	O	N	C	
<p>Remboursneur Réaliser la signature de 20 ententes avec Emploi-Québec pour <i>qualifier des rembourseurs</i> aux exigences de cette norme.</p>	X			<p>Cible : nombre de signatures inconnu / 20</p> <p>L'écart s'explique par la difficulté à établir des cibles, dont l'atteinte dépend largement de l'effort opérationnel d'Emploi-Québec, effort qui est inconnu – le Comité sectoriel contribue déjà largement à la promotion, qui est chiffrée – dans la signature d'ententes PAMT. Le Comité sectoriel n'a cependant aucun contrôle sur la signature des ententes. En 2011-2012, il n'a pu obtenir non plus le nombre de signatures d'ententes PAMT pour cette norme professionnelle.</p>
<p>Ébéniste Réaliser la signature de 317 ententes avec Emploi-Québec pour <i>qualifier des ébénistes</i> aux exigences de cette norme.</p>	X			<p>Cible : nombre de signatures inconnu / 317</p> <p>L'écart s'explique par la difficulté à établir des cibles, dont l'atteinte dépend largement de l'effort opérationnel d'Emploi-Québec, effort qui est inconnu – le Comité sectoriel contribue déjà largement à la promotion, qui est chiffrée – dans la signature d'ententes PAMT. Le Comité sectoriel n'a cependant aucun contrôle sur la signature des ententes. En 2011-2012, il n'a pu obtenir non plus le nombre de signatures d'ententes PAMT pour cette norme professionnelle.</p>
<p>Couturier de meubles Réaliser la signature de 20 ententes avec Emploi-Québec pour <i>qualifier des couturiers de meubles</i> aux exigences de cette norme.</p>	X			<p>Cible : nombre de signatures inconnu / 20</p> <p>L'écart s'explique par la difficulté à établir des cibles, dont l'atteinte dépend largement de l'effort opérationnel d'Emploi-Québec, effort qui est inconnu – le Comité sectoriel contribue déjà largement à la promotion, qui est chiffrée – dans la signature d'ententes PAMT. Le Comité sectoriel n'a cependant aucun contrôle sur la signature des ententes. En 2011-2012, il n'a pu obtenir non plus le nombre de signatures d'ententes PAMT pour cette norme professionnelle.</p>

REDDITION DE COMPTES

2011-2012

Objectifs visés, activités ou projets	Réalisé			Résultats opérationnels/effets sur les entreprises et la main-d'œuvre du secteur
	O	N	C	
<p>Élaborer une norme Contremaître dans le domaine de la transformation des produits de portes et fenêtres, de meubles et d'armoires de cuisine.</p> <p>Adapter une norme canadienne (élaborée par le Conseil sectoriel des fabricants de bois, en collaboration avec le CSMO des industries des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine) pour qu'elle puisse être intégrée à une stratégie de développement des compétences prévue au Cadre.</p> <p>Déjà, les compétences et les éléments de compétence ont été décrits. Il reste à définir les critères de performance, les contextes de réalisation, et à produire le carnet et le guide du compagnon. Cette norme pourra ensuite être introduite dans le coffre à outils du CSMO et dans celui du réseau d'Emploi-Québec.</p>	X			<p>Le Comité sectoriel adaptera la norme <i>Superviseur</i> élaborée par le <i>Conseil canadien de fabricants de bois</i> (CCFB). Une dizaine de comités sectoriels évoluant en milieu manufacturier ont jeté les bases du projet commun d'une norme québécoise <i>Contremaître</i>. En juin 2012, un projet d'étude préliminaire devrait être déposé à la <i>Commission des partenaires du marché du travail</i> dans le but de définir éventuellement un <i>système de qualification</i> adéquat. En attendant la version finale, la norme du CCFB est disponible aux manufacturiers dans l'Extranet de gestion des compétences du CSMO, <i>SolutionsRH.net</i>.</p> <p>Effets sur les entreprises et la main-d'œuvre</p> <p>Tout comme pour les compagnons, il y aurait lieu ici, encore, de mener une étude sur la détermination d'indicateurs de performance permettant de mesurer les «effets de la disponibilité» d'un profil de compétence sur les entreprises et la main-d'œuvre.</p>
Diffusion du DVD - PAMT				Quantité diffusée : 250
Diffusion du DVD - Comité de formation				Quantité diffusée : 75
Diffusion du DVD - Logiciel <i>SolutionsRH.net</i>				<p>Quantité diffusée : 250</p> <p>Effets sur les entreprises et la main-d'œuvre</p> <p>Dans les trois cas, ici, il serait hasardeux de présenter des effets mesurables des retombées promotionnelles, faute d'indicateurs de performance à la disposition des comités sectoriels.</p>

REDDITION DE COMPTES

2011-2012

Objectifs visés, activités ou projets	Réalisé			Résultats opérationnels/effets sur les entreprises et la main-d'œuvre du secteur
	O	N	C	
Diffusion de la série vidéo - Formation des compagnons	X			<p>Le montage a pris fin à la clôture de l'exercice financier 2011-2012. Quatre clips vidéo promotionnels sont disponibles sur le site <i>SolutionsRH.net</i> et sur la plateforme <i>Youtube.com</i>. Ils sont aussi diffusés sur la page <i>Facebook</i> du Comité sectoriel.</p> <p>Retombées sur les opérations http://www.solutionsrh.net/video/video_player_formation_compagnon_gestion_operations.html</p> <p>Retombées sur la production http://www.solutionsrh.net/video/video_player_formation_compagnons_retombe_production.html</p> <p>Rôle du compagnon http://www.solutionsrh.net/video/video_player_formation_compagnon_role.html</p> <p>Contenu de la formation http://www.solutionsrh.net/video/video_player_formation_compagnon_contenu.html</p> <p>La scénarisation d'autres capsules vidéo, cette fois à vocation plus didactique (et complémentaires à la session de formation de deux jours), a débuté. Avant de faire une proposition, le Comité sectoriel préfère attendre les conclusions de l'étude réalisée par l'équipe d'Alain Dunberry, de l'<i>Observatoire compétences-emplois sur la formation continue et le développement des compétences</i> de l'Université du Québec à Montréal (UQÀM). Le rapport est attendu au cours de l'exercice financier 2012-2013.</p> <p>Effets sur les entreprises et la main-d'œuvre Il serait hasardeux de présenter des effets mesurables, faute d'indicateurs de performance à la disposition des comités sectoriels.</p>

REDDITION DE COMPTE

2011-2012

Objectifs visés, activités ou projets	Réalisé			Résultats opérationnels/effets sur les entreprises et la main-d'œuvre du secteur
	O	N	C	
<p>Diffusion de la série vidéo - <i>Reconnaissance des compétences des travailleurs en emploi et sans emploi</i></p>	<p>X</p>			<p>Le montage s'est terminé à l'issue de l'exercice financier 2011-2012. Trois clips vidéo sont disponibles sur le site <i>SolutionsRH.net</i> et sur la plateforme <i>Youtube.com</i>. Ils sont aussi diffusés sur la page <i>Facebook</i> du Comité sectoriel.</p> <p>Rapidité et valeur de la reconnaissance http://www.solutionsrh.net/video/video_player_reconnaissance_competchences_rapidite_valeur.html</p> <p>Étapes de la reconnaissance des compétences http://www.solutionsrh.net/video/video_player_reconnaissance_competchences_etapes.html</p> <p>Retombées de la reconnaissance des compétences http://www.solutionsrh.net/video/video_player_reconnaissance_competchences_retombe.html</p> <p>Effets sur les entreprises et la main-d'œuvre Il serait hasardeux de présenter des effets mesurables, faute d'indicateurs de performance à la disposition des comités sectoriels.</p>

Orientation 4 :

Contribuer au renforcement et améliorer les pratiques en gestion des ressources humaines dans les entreprises

O : Oui **N** : Non **C** : En continu

Objectifs visés, activités ou projets	Réalisé			Résultats opérationnels/effets sur les entreprises et la main-d'œuvre du secteur
	O	N	C	
<p>En réponse à la transformation de l'environnement d'affaires :</p> <p>Soutenir la mise en œuvre d'activités de formation qui pourraient accroître dans 15 entreprises le développement des connaissances de base, des compétences professionnelles et des compétences organisationnelles. Celles-ci seront nécessaires pour se doter d'entreprises de classe mondiale capables de maintenir l'employabilité des travailleurs de l'industrie.</p> <p>Dans toutes les régions du Québec.</p>	X			<p>Cible atteinte : 18 / 15</p> <p>En dépit du retard dans la reconduction du financement de ce projet (accordée en mars 2012, après une demande déposée en juin 2011), le Comité sectoriel a pu réaliser des travaux dans une quinzaine d'entreprises, mais seulement entre avril et août 2011. Les ressources financières limitées en ont réduit considérablement l'ampleur et la portée.</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Nombre de visites d'entreprises : 66 ● Nombre de prises de contact : 149 ● Nombre de dossiers d'entreprises traités : 18 /15 ● Meuble : 8 entreprises ● Portes et fenêtres : 6 entreprises ● Armoires de cuisine : 4 entreprises ● Nombre de dossiers complétés : 6 <p>Effets sur les entreprises et la main-d'œuvre</p> <p>Ce type de travail incite les entreprises à lancer une démarche plus structurée de la gestion du capital humain avec des moyens permettant d'observer la progression des apprentissages. L'évaluation des travaux est basée sur les critères d'obtention du <i>Certificat de qualité des initiatives de formation</i> élaborés par la Commission des partenaires du marché du travail. Ces balises guident l'entreprise dans ses démarches en vue d'obtenir un <i>Certificat de qualité des initiatives de formation</i> et un <i>Certificat d'engagement Investissement Compétences</i>.</p> <p>En raison du retard dans la reconduction du financement de ce projet (accordée en mars 2012, après une demande déposée en juin 2011), il y a eu un effort opérationnel plus limité du Comité sectoriel en 2011-2012. Les travaux concernaient le développement et la</p>

Objectifs visés, activités ou projets	Réalisé			Résultats opérationnels/effets sur les entreprises et la main-d'œuvre du secteur
	O	N	C	
				gestion des compétences. Ils visaient les six normes professionnelles sectorielles (peintre-finiisseur, rembourreur, ébéniste, assembleur de portes et fenêtres, couturier de meubles et opérateur de machines industrielles). Le Comité a réalisé des travaux dans 18 entreprises seulement entre avril et août 2012.
<p>Accroître l'adéquation du développement stratégique des entreprises et proposer des initiatives de formation pour corriger des situations que l'on veut améliorer.</p> <p>C'est en augmentant la productivité et la compétitivité que les entreprises peuvent devancer leurs concurrents. Pour être en bonne position d'y parvenir, les représentants des employeurs et des travailleurs doivent connaître le potentiel de chacun des employés et trouver des moyens de les motiver et de les mobiliser.</p> <p>Dans toutes les régions du Québec.</p>	X			<p>Nombre de dossiers traités en regard des fonctions GRH abordées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Profils de compétence : 36 (répartis sur six normes professionnelles) ● Critères de performance : 11 profils de compétence ● Analyse des besoins : 10 entreprises ● Nombre de profils avec PAMT : 11 / 70 profils de compétence traités ● Nombre de profils sans PAMT : 9 / 70 profils de compétence traités ● Nombre de profils avec signature de PAMT potentielle : 12 / 70 profils de compétence traités ● Programme d'intégration des nouveaux employés : 7 ● Programme de formation continue : 0 ● Tableau de la mobilité professionnelle : 10 ● Reconnaissance des compétences : 6 entreprises <p>Effets sur les entreprises et la main-d'œuvre</p> <p>Ce type de travail incite les entreprises à lancer une démarche plus structurée de la gestion du capital humain avec des moyens permettant d'observer la progression des apprentissages. L'évaluation des travaux est basée sur les critères d'obtention du <i>Certificat de qualité des initiatives de formation</i> élaborés par la Commission des partenaires du marché du travail. Ces balises guident l'entreprise dans ses démarches en vue d'obtenir un <i>Certificat de qualité des initiatives de formation</i> et un <i>Certificat d'engagement Investissement Compétences</i>.</p>

Objectifs visés, activités ou projets	Réalisé			Résultats opérationnels/effets sur les entreprises et la main-d'œuvre du secteur
	O	N	C	
				<p>Nous vous invitons à consulter les témoignages des entreprises dans les cinq clips vidéo suivants, qui donnent quelques pistes :</p> <p>http://www.solutionsrh.net/video/cpmt_elite.html http://www.solutionsrh.net/video/cpmt_ap.html http://www.solutionsrh.net/video/cpmt_denla.html http://www.solutionsrh.net/video/video_player_csn_02.html http://www.solutionsrh.net/video/cpmt_03.html</p>
<p>Aider les entreprises à effectuer une gestion des compétences et à gérer la mise en œuvre d'activités de formation et la reconnaissance des compétences des travailleurs grâce aux outils conçus par le Comité sectoriel (normes professionnelles, guides d'apprentissage et logiciel de gestion du capital humain <i>SolutionsRH.net</i>).</p> <p>La compétence du personnel est étroitement liée au rendement de l'entreprise. Elle constitue le fer de lance de l'offensive contre la concurrence. D'où l'importance d'une saine gestion de la qualification professionnelle des travailleurs et travailleuses.</p>	X			<p>Parmi les 115 entreprises inscrites à l'outil, il y en a une quarantaine qui utilisent ou ont utilisé à différents niveaux le logiciel d'archivage, de gestion et de développement des compétences <i>SolutionsRH.net</i>.</p> <p>Effets sur les entreprises et la main-d'œuvre</p> <p>Il serait hasardeux de présenter des effets mesurables, faute d'indicateurs de performance fiables à la disposition des comités sectoriels. En attendant une grille d'évaluation commune à tous les CSMO, nous vous invitons à consulter les témoignages des entreprises dans le clip vidéo suivant :</p> <p>http://www.solutionsrh.net/video/cpmt_06.html</p>
<p>L'objectif est d'amener 20 nouvelles entreprises à s'inscrire dans le but d'utiliser le logiciel de développement et de gestion des compétences <i>SolutionsRH.net</i>, qui sert notamment à archiver leurs travaux.</p> <p>Dans toutes les régions du Québec.</p>	X			<p>Cible non atteinte : 8 / 20</p> <p>En raison du retard dans la reconduction du financement de ce projet (accordée en mars 2012, après une demande déposée en juin 2011), il y a eu un effort opérationnel plus limité de la part des ressources du Comité sectoriel en 2011-2012. Huit nouvelles entreprises se sont inscrites au logiciel <i>SolutionsRH.net</i>.</p> <p>Effets sur les entreprises et la main-d'œuvre</p> <p>Il serait hasardeux de présenter des effets mesurables, faute d'indicateurs de performance fiables à la disposition des comités sectoriels. En attendant une grille d'évaluation commune à tous les CSMO, nous vous invitons à consulter le clip vidéo suivant :</p> <p>http://www.solutionsrh.net/video/video_player_srh_a.html</p>

REDDITION DE COMPTES

2011-2012

Objectifs visés, activités ou projets	Réalisé			Résultats opérationnels/effets sur les entreprises et la main-d'œuvre du secteur
	O	N	C	
<p>Promouvoir les comités de formation paritaires et travailler à l'implantation de 20 comités afin de faciliter le développement d'une culture de formation en entreprise et d'encourager l'adoption des profils de compétence élaborés par le Comité sectoriel.</p> <p>Les entreprises doivent s'adapter à des changements majeurs. Si elles veulent améliorer leur compétitivité en y associant leur personnel, il pourrait s'avérer pertinent de créer des comités de formation avec la collaboration du CSMO lors de leur accompagnement en gestion des compétences.</p> <p>Effectuer la promotion de cet outil dans les différentes régions du Québec auprès des partenaires patronaux et syndicaux.</p>	X			<p>Cible non atteinte : 2 / 20 comités de formation</p> <p>En 2011-2012, le Comité sectoriel a fait la promotion de l'implantation d'un comité de formation chez 16 manufacturiers. L'agent de projet dédié à l'amélioration des pratiques en gestion des ressources humaines des manufacturiers de l'industrie a contribué à la création de deux comités de formation et à la consolidation de six autres déjà existants.</p> <p>L'écart s'explique par la difficulté à prévoir si le Comité sectoriel interviendra en milieu syndical ou pas. C'est une condition préalable chez les manufacturiers syndiqués. L'autre facteur, probablement plus important encore, est attribuable au retard dans la reconduction du financement de ce projet (accordée en mars 2012, après une demande déposée en juin 2011). Il y a eu des travaux plus modestes en raison des ressources limitées du CSMO entre avril et août 2011.</p> <p>Effets sur les entreprises et la main-d'œuvre</p> <p>L'implantation d'un comité de formation contribue à accroître la concertation patronale-syndicale autour d'un projet de gestion du capital humain mobilisateur. En attendant une grille d'évaluation commune à tous les CSMO, nous vous invitons à consulter les témoignages des entreprises dans les trois clips vidéo suivants, qui ciblent certains indicateurs de performance potentiels qui pourraient faire l'objet d'une étude pour mesurer les effets du comité de formation sur les entreprises et la main-d'œuvre :</p> <p>http://www.solutionsrh.net/video/video_player_csn_06.html http://www.solutionsrh.net/video/video_player_csn_03.html http://www.solutionsrh.net/video/video_player_formation_b.html</p>

REDDITION DE COMPTES

2011-2012

Objectifs visés, activités ou projets	Réalisé			Résultats opérationnels/effets sur les entreprises et la main-d'œuvre du secteur
	O	N	C	
<p>Voir à ce que les bureaux régionaux d'Emploi-Québec priorisent la mise en œuvre d'activités visant à structurer cette démarche dans les entreprises du secteur. Le CSMO demeure une ressource disponible pour participer à la réalisation de ces projets avec les régions d'Emploi- Québec.</p> <p>Dans toutes les régions du Québec.</p>	X			<p>Nous n'avons pas pu poursuivre les travaux durant l'exercice financier, puisque le Comité sectoriel a obtenu le financement en mars 2012.</p> <p>Effets sur les entreprises et la main-d'œuvre</p> <p>Il serait hasardeux de présenter des effets mesurables de l'initiative, faute d'indicateurs de performance à la disposition des comités sectoriels.</p>
<p>Site Internet SolutionsRH.net</p> <p>Fréquentation</p> <p>Inscription</p>	X			<p>Fréquentation sur la zone publique : 12 461 visiteurs et 173 774 clics</p> <p>Total d'inscriptions : 115</p> <p>Extension de visibilité des sept nouveaux clips vidéo sur <i>Youtube et Facebook</i>.</p> <p><i>Intégration des contenus sur la page Facebook et Twitter</i></p> <p>Diffusion d'un bulletin électronique <i>InfoSolutionsRH</i></p> <p><i>Intégration du bulletin d'information Info Main-d'œuvre (version papier)</i></p> <p>Effets sur les entreprises et la main-d'œuvre</p> <p>Il serait hasardeux de présenter des effets mesurables de l'outil et des retombées promotionnelles, faute d'indicateurs de performance à la disposition des comités sectoriels.</p>

REDDITION DE COMPTES

2011-2012

Objectifs visés, activités ou projets	Réalisé			Résultats opérationnels/effets sur les entreprises et la main-d'œuvre du secteur
	O	N	C	
Guides d'apprentissage : peintre-finiisseur, rembourreur, ébéniste, assembleur de portes et fenêtres, opérateur de machines industrielles et couturier de meubles	X			<p>Quantité : 1000 exemplaires (visites et demandes)</p> <p>Effets sur les entreprises et la main-d'œuvre</p> <p>Cet outil donne une base aux entreprises pour structurer la formation. Les guides sont très appréciés par les manufacturiers. Il serait toutefois hasardeux de présenter des effets mesurables des retombées, faute d'indicateurs de performance à la disposition des comités sectoriels.</p>
Production de la série de clips vidéo <i>Formation des compagnons</i>	X			<p>Production de quatre clips vidéo de la série <i>Formation des compagnons</i> : scénarisation, montage et diffusion. Disponibles sur le site <i>SolutionsRH.net</i>, <i>Youtube.com</i> et <i>Facebook.com</i>.</p>
Production de la série de clips vidéo <i>Reconnaissance des compétences des travailleurs en emploi et sans emploi</i>	X			<p>Production de trois clips vidéo de la série <i>Reconnaissance des compétences</i> : scénarisation, tournage, montage et diffusion. Disponibles sur le site <i>SolutionsRH.net</i>, <i>Youtube.com</i> et <i>Facebook.com</i>.</p> <p>Effets sur les entreprises et la main-d'œuvre</p> <p>Les clips vidéo permettent de faire connaître les outils, les services, les conditions de réussite et le modèle d'intervention aux entreprises pour les accompagner dans leur démarche de structuration de la formation et de la gestion des ressources humaines. Il serait toutefois hasardeux de présenter des effets mesurables des retombées, faute d'indicateurs de performance à la disposition des comités sectoriels.</p>
Bulletin d'information électronique <i>InfoSolutionsRH</i>	X			<p>La diffusion du bulletin d'information électronique <i>InfoSolutionsRH</i>, axé sur les pratiques de gestion des ressources humaines et sur le développement des compétences, a permis de joindre par courriel des représentants d'employeurs et de travailleurs de quelque 1000 entreprises</p> <p>Effets sur les entreprises et la main-d'œuvre</p> <p>Il serait hasardeux de présenter des effets mesurables des retombées, faute d'indicateurs de performance à la disposition des comités sectoriels.</p>

Orientation 5 :

Contribuer à l'enrichissement de la connaissance du marché du travail par la collecte et la diffusion de l'information stratégique sur les secteurs afin de mieux anticiper les demandes des secteurs et de prévoir leur évolution

O : Oui N : Non C : En continu

Objectifs visés, activités ou projets	Réalisé			Résultats opérationnels/Appréciation des résultats/effets sur les entreprises et la main-d'œuvre du secteur
	O	N	C	
<p>Partager une connaissance sur le marché du travail dans chaque région à l'égard de notre industrie, à la lumière des résultats du diagnostic des besoins de main-d'œuvre 2009-2010.</p> <p>Effectuer des rencontres avec les agents d'aide d'Emploi-Québec afin de mieux faire connaître les outils de promotion des carrières, de qualification professionnelle et de reconnaissance des compétences conçus par le Comité sectoriel.</p>	X			<p>Le Comité sectoriel a effectué 11 visites à l'intention d'agents des directions régionales d'Emploi-Québec afin de diffuser l'information sur le marché du travail, de promouvoir les outils et les services du CSMO. Il a établi des collaborations spéciales auprès de 17 personnes. Nous avons distribué 100 fiches promotionnelles des métiers <i>Clique sur ta carrière (Clicemplois.net)</i> et quelque 325 guides d'apprentissage (normes professionnelles), en plus de la présentation des données du diagnostic des besoins de main-d'œuvre 2009-2010.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. CLE de Terrebonne : 1 visite 2. CLE du Centre-du-Québec : 1 visite 3. CLE de Val-d'Or : 1 visite 4. CLE d'Amos : 1 visite 5. CLE de La Sarre : 1 visite 6. CLE de Rouyn-Noranda : 1 visite 7. CLE de Ville-Marie : 1 visite 8. CLE de Lotbinière : 1 visite 9. CLE de Saint-Hyacinthe : 1 visite 10. CLE de Saint-Jérôme : 1 visite 11. CLE de Lachute : 1 visite <p>Effets sur les entreprises et la main-d'œuvre</p> <p>Le partenariat entre le Comité sectoriel et les directions régionales du réseau d'Emploi-Québec participe à la réalisation d'actions concertées en vue d'accroître la compétitivité des entreprises et la compétence de la main-d'œuvre de l'industrie. Il serait toutefois hasardeux de présenter des effets mesurables de ces échanges, faute d'indicateurs de performance à la disposition des comités sectoriels.</p>

Objectifs visés, activités ou projets	Réalisé			Résultats opérationnels/Appréciation des résultats/effets sur les entreprises et la main-d'œuvre du secteur
	O	N	C	
Organiser six rencontres avec les directions régionales d'Emploi-Québec : Mauricie, Estrie, Montréal, Chaudière-Appalaches, Laval et Montérégie.	X			<p>Cible non atteinte : 3 / 6 rencontres Cible non atteinte : 2 / 6 régions identifiées</p> <p>Emploi-Québec de Chaudière-Appalaches : 1 visite Nombre de participants : 150</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tenue d'une activité d'information auprès des conseillers en main-d'œuvre d'Emploi-Québec et des intervenants en employabilité des <i>Carrefours jeunesse-emploi</i>. • Distribution de 150 guides d'apprentissage et de 100 fiches promotionnelles des métiers <i>Clique sur ta carrière (Clicemplois.net)</i>. <p>Emploi-Québec de l'Abitibi-Témiscamingue : 1 visite Nombre de participants : 7</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rencontre avec tous les agents responsables des PAMT en vue de définir une stratégie promotionnelle de la mesure et de la formation du compagnon. <p>Emploi-Québec de l'Estrie : 1 visite Nombre de participants : 3</p> <ul style="list-style-type: none"> • Coordination de la promotion des normes professionnelles, du PAMT, des services de soutien du CSMO aux entreprises, de la formation des compagnons et de la reconnaissance des compétences professionnelles des travailleurs en emploi et sans emploi. <p>Effets sur les entreprises et la main-d'œuvre</p> <p>Le partenariat entre le Comité sectoriel et les directions régionales du réseau d'Emploi-Québec participe à la réalisation d'actions concertées en vue d'accroître la compétitivité des entreprises et la compétence de la main-d'œuvre de l'industrie. Il serait toutefois hasardeux de présenter des effets mesurables, faute d'indicateurs de performance à la disposition des comités sectoriels.</p>

REDDITION DE COMPTES

2011-2012

Objectifs visés, activités ou projets	Réalisé			Résultats opérationnels/Appréciation des résultats/effets sur les entreprises et la main-d'œuvre du secteur
	O	N	C	
Promouvoir nos trois secteurs d'activité, leurs emplois ainsi que la formation ou le développement professionnel requis pour intégrer la structure industrielle du secteur.	X			<p>Malgré le ralentissement des activités dans l'industrie et de la demande de main-d'œuvre, la promotion s'est poursuivie sur le site d'exploration et d'orientation de carrière <i>Clicemplois.net</i>, à l'aide de ses outils, de son réseau de diffusion interne et externe. Le besoin d'information des chercheurs d'emploi, des travailleurs, des jeunes, des agents d'Emploi-Québec et du MELS demeure important plus d'une décennie (12 ans) après le lancement de la première plateforme Web du Comité sectoriel.</p> <p>Effets sur les entreprises et la main-d'œuvre</p> <p>Il serait hasardeux de présenter des effets mesurables des retombées promotionnelles des outils ci-dessous, faute d'indicateurs de performance à la disposition des comités sectoriels.</p>
Site Clicemplois.net (promotion)	X			<p>Le site Web <i>Clicemplois.net</i>, le portail d'exploration et d'orientation de carrière</p> <p>Fréquentation : 76 174 visiteurs et 1,2 million de clics, en dépit de la déprime de l'emploi dans l'industrie</p> <p>Clips vidéo : 100</p>

REDDITION DE COMPTES

2011-2012

Objectifs visés, activités ou projets	Réalisé			Résultats opérationnels/Appréciation des résultats/effets sur les entreprises et la main-d'œuvre du secteur
	O	N	C	
Site <i>Clicemplois.net</i> (mise à jour des contenus, mise à niveau technique et améliorations)	X			<p>Deux nouveaux clips sur le nouveau visage de l'emploi dans l'industrie du meuble s'ajoutent. Le tournage de deux autres capsules vidéo dans les secteurs des armoires de cuisine et des portes et fenêtres est complété. Les documents audio-visuels seront mis en ligne à l'automne 2012.</p> <p>Rayonnement des clips vidéo sur <i>Google</i>, <i>Youtube</i> et <i>Facebook</i> : 50 000 clics</p> <p>Répertoire des employeurs potentiels qui est disponible sur <i>Clicemplois.net</i> et visible sur <i>Twitter</i> : 800 fabricants</p> <p>Intégration des contenus sur les pages <i>Facebook</i> et <i>Twitter</i> de <i>Clicemplois.net</i></p> <p>Mise à jour des contenus dans les sections du portail</p> <p>Mise à jour et à niveau des liens URL</p>
Bulletin <i>InfoClicemplois</i>	X		X	<p>Une diffusion à quelque 2500 représentants d'employeurs et de travailleurs, économistes régionaux d'Emploi-Québec, comités sectoriels, agents d'information du réseau d'Emploi-Québec et du MELS</p>
Bulletin d'information <i>Info Main-d'œuvre</i> (version numérique du document papier)	X			<p>Une diffusion du bulletin d'information <i>Info Main-d'œuvre</i> visant quelque 2000 représentants d'employeurs et de travailleurs de l'industrie, et des employés des comités sectoriels. Le CSMO a produit un bulletin <i>Info Main-d'œuvre</i> (version papier), diffusé à l'automne 2011 auprès de 2000 personnes. Un autre a suivi au printemps 2012.</p>
Fiche promotionnelle des métiers <i>Clique sur ta carrière</i> (<i>Clicemplois.net</i>)	X			<p>Quantité : 850 exemplaires</p>

REDDITION DE COMPTES

Objectifs visés, activités ou projets	Réalisé			Résultats opérationnels/Appréciation des résultats/effets sur les entreprises et la main-d'œuvre du secteur
	O	N	C	
<p>Collaborer à la révision des programmes de formation du MELS et des projets de développement avec les commissions scolaires.</p> <p>Accompagner ce ministère dans la réalisation d'une analyse des contenus de cours et réaliser des actions visant la mise en valeur des programmes de formation présents dans notre secteur, l'adaptation de l'enseignement à la réalité de la production sérielle et la réalisation d'expériences dédiées au décroisement de la formation professionnelle et technique.</p> <p>Dans toutes les régions du Québec.</p>	X			<p>Le Comité sectoriel a participé à la réalisation d'un diagnostic dans l'industrie du <i>rembourrage</i> portant sur les besoins de main-d'œuvre et de compétences initiales.</p> <p>Référence de 85 entreprises par le CSMO</p> <p>Le Comité sectoriel a aussi collaboré à l'analyse de la situation de travail visant à mettre à jour le <i>Diplôme d'études professionnelles en ébénisterie</i>.</p> <p>Référence et participation de huit ébénistes</p> <p>Effets sur les entreprises et la main-d'œuvre</p> <p>Le fait de disposer d'une meilleure adéquation entre les compétences recherchées sur le marché du travail et celles qui sont enseignées dans le réseau du MELS constitue un levier de développement économique. Notons qu'il resterait à amorcer des travaux afin de préciser les besoins dans le secteur du meuble rembourré.</p> <p>Il serait toutefois hasardeux de présenter des effets mesurables précis des retombées de cette collaboration sur les entreprises et la main-d'œuvre, faute d'indicateurs de performance à la disposition des comités sectoriels.</p>
<p>Participation au chantier d'optimisation des programmes d'études</p>				<p>Liste des chantiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Opération d'équipements industriels • Génie mécanique • Maintenance industrielle



RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE DES INDUSTRIES DES
PORTES ET FENÊTRES, DU MEUBLE ET DES
ARMOIRES DE CUISINE**

ÉTATS FINANCIERS

AU 31 MARS 2012

Rapport de l'auditeur indépendant	2
États financiers	
Bilan	3
Évolution des actifs nets	4
Résultats	5
Flux de trésorerie	6
Notes afférentes aux états financiers	7 à 11
Annexe aux états financiers 2011-2012	12 à 15

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil d'administration du **Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine**

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du **Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine**, qui comprennent le bilan au 31 mars 2012, l'état des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.


Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du **Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine** au 31 mars 2012, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Montréal
Le 15 juin 2012


CPA auditeur, CA

**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES
ET FENÊTRES, DU MEUBLE ET DES ARMOIRES DE CUISINE**

BILAN

Au 31 mars

	2012	2011
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse	487	11 427
Subventions à recevoir (note 4)	221 758	204 422
Taxes à recevoir	14 962	20 342
Frais payés d'avance (note 5)	4 264	6 029
	<u>241 471</u>	<u>242 220</u>
Immobilisations corporelles (note 6)	<u>23 782</u>	<u>28 470</u>
	<u>265 253</u>	<u>270 690</u>
PASSIF		
Passif à court terme		
Créditeurs (note 7)	150 038	141 502
Réserve budgétaire DDCIS	23 578	21 757
Subventions reportées (note 8)	-	11 119
	<u>173 616</u>	<u>174 378</u>
Subventions reportées afférentes aux immobilisations (note 9)	<u>20 948</u>	<u>24 947</u>
Total du passif	<u>194 564</u>	<u>199 325</u>
ACTIFS NETS		
Investis en immobilisations	2 834	3 523
Affectation d'origine interne (note 3)	66 751	66 751
Affectation d'origine externe CPMT	1 104	1 091
	<u>70 689</u>	<u>71 365</u>
	<u>265 253</u>	<u>270 690</u>

Au nom du conseil

Administrateur

Administrateur

**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES
ET FENÊTRES, DU MEUBLE ET DES ARMOIRES DE CUISINE
ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS
Pour l'exercice terminé le 31 mars**

	2012			
	<u>Investis en</u> <u>immobilisations</u>	<u>Affectation</u> <u>d'origine interne</u> note 3	<u>Affectation d'origine</u> <u>externe CPMT</u>	<u>Total</u>
Actifs nets au début	3 523	66 751	1 091	71 365
Insuffisance des produits sur les charges	(689)		13	(676)
Actifs nets à la fin	<u>2 834</u>	<u>66 751</u>	<u>1 104</u>	<u>70 689</u>

	2011			
	<u>Investis en</u> <u>immobilisations</u>	<u>Affectation</u> <u>d'origine interne</u> note 3	<u>Affectation d'origine</u> <u>externe CPMT</u>	<u>Total</u>
Actifs nets au début	4 377	66 272	848	71 497
Insuffisance des produits sur les charges	(854)	479	243	(132)
Actifs nets à la fin	<u>3 523</u>	<u>66 751</u>	<u>1 091</u>	<u>71 365</u>

Voir les notes afférentes aux états financiers

**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES
ET FENÊTRES, DU MEUBLE ET DES ARMOIRES DE CUISINE**

RÉSULTATS

Pour l'exercice terminé le 31 mars

	2012	2011
PRODUITS		
Subventions (note 8)	682 884	895 076
Contributions des partenaires (note 10)	390 850	506 200
Revenus d'intérêts	15	722
	<u>1 073 749</u>	<u>1 401 998</u>
CHARGES		
Collaboration des partenaires (note 10)	390 850	506 200
Honoraires de consultants	207 826	393 965
Salaires et charges sociales	255 191	187 258
Déplacements	55 335	70 638
Frais de conférences et salons	22 156	41 719
Frais de réunions	12 455	38 815
Imprimerie et graphisme	13 448	36 374
Loyer	35 311	34 569
Travaux à forfait	18 340	32 735
Téléphone et communications	19 889	18 232
Honoraires professionnels	10 561	9 771
Amortissement	7 705	6 771
Frais de courrier	5 974	4 580
Frais de bureau	3 939	4 111
Taxes et permis	2 399	3 259
Publicité et promotion	3 047	3 081
Entretien et réparations	2 516	2 756
Électricité	2 877	2 247
Assurances	2 266	2 236
Frais bancaires	1 667	1 651
Frais de formation	300	771
Représentation	-	268
Documentation	373	123
	<u>1 074 425</u>	<u>1 402 130</u>
INSUFFISANCE DES PRODUITS SUR LES CHARGES	<u>(676)</u>	<u>(132)</u>

Voir les notes afférentes aux états financiers

**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES
ET FENÊTRES, DU MEUBLE ET DES ARMOIRES DE CUISINE**

FLUX DE TRÉSORERIE

Pour l'exercice terminé le 31 mars

	2012	2011
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Insuffisance des produits sur les charges	(676)	(132)
Poste ne touchant pas les liquidités		
Amortissement	7 705	6 771
Amortissement des subventions reportées - immobilisations	(7 016)	(5 917)
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Taxes à recevoir	5 380	(4 034)
Frais payés d'avance	1 765	2 479
Comptes fournisseurs et frais courus	8 536	(8 536)
	15 694	(9 369)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Subventions à recevoir	(17 336)	46 840
Réserve budgétaire DDCIS	1 821	2 350
Subventions reportées	(11 119)	(59 110)
Subventions reportées - immobilisations	3 017	10 089
	(23 617)	169
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations	(3 017)	(10 089)
	(3 017)	(10 089)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(10 940)	(19 289)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	11 427	30 716
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	487	11 427
<i>Voir les notes afférentes aux états financiers</i>		
 Composition de la trésorerie et équivalents de trésorerie:		
Encaisse	487	11 427
	487	11 427

**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES
ET FENÊTRES, DU MEUBLE ET DES ARMOIRES DE CUISINE**
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2012

1) STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

Le comité est constitué selon la partie III de la loi sur les compagnies du Québec. Le comité est exempté d'impôts. Son objectif est le développement de la main-d'œuvre et de l'emploi dans les secteurs des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine.

2) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

CONSTATATION DES APPORTS

Le comité applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations acquises sont comptabilisées au coût. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement dégressif sur leur durée de vie utile estimative, soit à des taux de 20% pour le mobilier et équipement et de 30% pour le matériel informatique.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La valeur comptable de ces instruments financiers est comparable à sa juste valeur en raison de leur échéance prochaine.

Débiteurs, taxes à recevoir, frais payés d'avance, comptes fournisseurs, frais courus et subventions reportées.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La politique de l'organisme consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie le solde bancaire.

**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES
ET FENÊTRES, DU MEUBLE ET DES ARMOIRES DE CUISINE**
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2012

3) AFFECTATION D'ORIGINE INTERNE

Le conseil d'administration du comité a affecté un fonds de réserve de 66 751\$, en vue de projets futurs. Cette somme provenait des surplus accumulés avant que le comité ne soit constitué en société selon la partie III de la loi sur les compagnies du Québec. L'organisme ne peut utiliser à d'autres fins ces montants grevés d'affectation d'origine interne sans le consentement préalable du conseil d'administration.

4) SUBVENTIONS À RECEVOIR

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
	\$	\$
CPMT - DDCIS	79 764	64 196
Pacte pour l'emploi	20 015	1 540
Planification Stratégique	-	10 000
CPMT - FDRCMO - Promotion Normes	34 972	-
CPMT - FDRCMO - Coordonateur de formation	49 000	-
CPMT - FDRCMO - Frais de déplacement coordonateur de formation	10 248	-
CPMT - FDRCMO - Formation des compagnons	18 643	94 286
CPMT - FDRCMO - Implantation solutions R.H.	9 116	34 400
	221 758	204 422

5) FRAIS PAYÉS D'AVANCE

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
	\$	\$
Loyer	2 654	2 654
Taxe de l'eau	-	1 767
Assurances	1 060	1 058
Autres	550	550
	4 264	6 029

**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES
ET FENÊTRES, DU MEUBLE ET DES ARMOIRES DE CUISINE
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2012**

6) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2012		2011	
	Coût	Amortissement cumulé	Coût	Amortissement cumulé
	\$	\$	\$	\$
Mobilier et équipement	49 148	38 166	48 503	35 871
Matériel informatique	63 633	50 833	61 261	45 423
	112 781	88 999	109 764	81 294
Amortissement cumulé	88 999		81 294	
Valeur nette	23 782		28 470	

7) CRÉDITEURS

	2012	2011
	\$	\$
Comptes à payer	85 878	95 297
Frais courus	4 834	4 000
Prime de séparation courus	25 997	24 263
Vacances à payer	15 297	10 549
REER à payer	5 767	-
Salaires courus	12 265	7 393
	150 038	141 502

**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES
ET FENÊTRES, DU MEUBLE ET DES ARMOIRES DE CUISINE**
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2012

8) SUBVENTIONS

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
	\$	\$
CPMT		
Direction générale adjointe de l'intervention sectorielle	398 179	397 650
Planification stratégique 2011-2014	-	25 000
Pacte pour l'emploi	47 018	13 625
FDRCMO		
Opérateurs de machines industrielles	-	15 168
Coordonateur à la formation	49 000	21 000
Déplacement coordonateur à la formation	10 248	-
Couturier du meuble	-	12 000
Promotion des normes professionnelles	57 145	-
Formation de compagnons	-	143 502
Formation de compagnons	48 960	-
Promotion PAMT	-	67 045
Implantation solutions R.H. II	48 100	145 148
Implantation solutions R.H. III	9 116	-
	667 766	840 138
Plus : Subventions reportées en début d'exercice		
FDRCMO		
Coordonateur de formation	11 119	-
Opérateurs de machines industrielles	-	38 701
Couturier du meuble	-	31 528
	11 119	70 229
Moins : Subventions reportées en fin d'exercice		
FDRCMO		
Coordonateur de formation	-	11 119
	-	11 119
Subvention reportée - immobilisations	(3 017)	(10 089)
Amortissement de la subvention reportée - immobilisations	7 016	5 917
Subventions à l'état des résultats	682 884	895 076

**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES
ET FENÊTRES, DU MEUBLE ET DES ARMOIRES DE CUISINE**
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2012

9) SUBVENTIONS REPORTÉES AFFÉRENTES AUX IMMOBILISATIONS

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
	\$	\$
Solde d'ouverture	24 947	20 775
Plus: subventions pour acquisitions d'immobilisations	3 017	10 089
Moins: montant amortis dans les résultats	(7 016)	(5 917)
Solde de clôture	20 948	24 947

10) CONTRIBUTIONS DES PARTENAIRES

Le conseil d'administration a adopté une politique pour la comptabilisation des contributions des partenaires, cette politique comprend une grille de taux horaires qui sera révisée au début de chaque exercice financier.

Au cours de l'exercice, les partenaires ont offert leurs services à l'organisme pour une valeur de 390 850\$ (506 200\$ en 2011). Ces contributions ont été constatées à titre de revenus. Les dépenses enregistrées en contrepartie sont les suivantes:

Collaboration des partenaires 390 850\$ (506 200\$ en 2011)

11) ENGAGEMENTS

L'organisme est partie à un bail pour la location de sa place d'affaires. La durée du bail est du 1^{er} mars 2009 au 28 février 2014 avec une option de renouvellement de 5 ans. L'engagement minimum de l'organisme en vertu du contrat de location-exploitation s'élève à 67 929\$ au terme de ce bail. Le loyer sera indexé annuellement selon l'Indice global des prix à la consommation. Les versements annuels pour les prochains exercices sont : 2013, 35 441\$; 2014, 32 488\$

Le locateur consent à l'organisme l'option de mettre fin d'une façon anticipative au bail, à chaque date d'anniversaire, sous réserve de faire preuve au locateur qu'elle n'a pas obtenu la subvention annuelle. Dans tel cas, l'organisme devra aviser le locateur, par écrit, 120 jours avant chaque date d'anniversaire.

PARTIE 1 BUDGET DU COMITÉ (voir le guide page 3)		
BUDGET SELON L'ENTENTE-CADRE		Total
	Initial accordé	400 000,00
	Modifié autorisé (le cas échéant)	
PARTIE 2 ÉTAT DES DÉPENSES SELON LES SOURCES DE REVENU (voir le guide page 3)		
2.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE D'EMPLOI-QUÉBEC- DDCIS		
Contribution totale réclamée et encaissée au 31 mars 2012		320 236,00
(1) Contribution totale réclamée mais encaissés après le 31 mars 2012 (dernière tranche)		79 764,00
Contribution totale réclamée pour l'exercice		400 000,00
(2) Réserve budgétaire DDCIS disponible de l'année antérieure (s'il y a lieu) (voir le guide page 4)		21 757,00
TOTAL DES SOMMES DISPONIBLES		421 757,00
Estimation en \$ de la contribution des partenaires au Comité, pour l'exercice (donnée obligatoire)		390 850,00
2.2 UTILISATIONS DES SOMMES DISPONIBLES (voir le guide page 4)		
2.2.1 DÉPENSES DE L'EXERCICE (selon la comptabilité d'exercice)		
FRAIS DE FONCTIONNEMENT	BUDGET PRÉVU	COÛT RÉEL
Masse salariale associée au fonctionnement du comité	190 000,00	189 306,00
Autres frais de fonctionnement	135 000,00	140 475,00
(3) Amortissement des immobilisations		7 016,00
moins (3) Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations		-7 016,00
<i>Si au bilan vous avez des apports reportés afférents aux immobilisations provenant de contributions de la CPMT vous devez inscrire ici leur amortissement pour l'exercice (voir le guide p.4)</i>		
Total	325 000,00	329 781,00
FRAIS D'ACTIVITÉS	BUDGET PRÉVU	COÛT RÉEL
1. Titre de l'activité: Promotion de l'emploi	15 000,00	15 071,00
2. Titre de l'activité: Bulletin d'information	15 000,00	10 188,00
3. Titre de l'activité: Site WEB	20 000,00	29 422,00
4. Titres de l'activité: Bulletin WEB	10 000,00	10 700,00
5. Titres de l'activité: Profil de compétence superviseur	15 000,00	
Total	75 000,00	65 381,00
Grand Total des sommes dépensées	400 000,00	395 162,00
2.2.2 AUTRES UTILISATIONS DES SOMMES DISPONIBLES (VARIATION DES APPORTS REPORTÉS DDCIS)		MONTANT
Immobilisation		
Plus : Investissements de l'exercice		3 017,00
Moins : Amortissement apports reportés de l'exercice		
Frais payés d'avance		
Plus : Utilisation de l'exercice des sommes disponibles		
Moins : Frais payés d'avance d'exercices antérieurs passés en charge dans l'exercice		
Autres		
Plus : (spécifiez)		
Moins : (spécifiez)		
Total - Variation de l'exercice :		3 017,00
UTILISATION TOTALE DES SOMMES DISPONIBLES		398 179,00
(5) EXCÉDENT (voir le guide page 4)		
1. Solde non utilisé des sommes disponibles		23 578,00
2. Moins la réserve budgétaire maximale autorisée selon l'Entente-cadre		25 000,00
3. Montant remboursable à la DDCIS le cas échéant (excédent du 25 000 \$)		0,00
4. Réserve budgétaire disponible pour l'exercice suivant		23 578,00

SI LE SOLDE DE LA RÉSERVE BUDGÉTAIRE DISPONIBLE (ligne 4.) EST POSITIF, CE MONTANT DEVRAIT ÊTRE PRÉSENTÉ AU BILAN DANS LES APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AU FONCTIONNEMENT

2.3 REVENUS GÉNÉRÉS À PARTIR DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE LA CPMT EN VERTU DE L'ENTENTE-CADRE (Fonds affectés non inclus dans la réserve, guide p. 5)		MONTANT
Solde des revenus reportés au début de l'exercice		1 091,00
Plus:		
Revenus de l'exercice reliés à la contribution financière de la CPMT Re: Entente-cadre, article 10.8		13,00
Autres. Précisez :		
Moins:		
Revenus utilisés dans l'exercice		
Solde des revenus générés à partir de la contribution financière de la CPMT, reportés à la fin de l'exercice		1 104,00

2.4 AUTRES PROJETS SPÉCIFIQUES; Contributions financières de la CPMT-DDCIS : (voir le guide page 5)		
1. Titre du projet	Pacte pour l'emploi	
Contribution accordée		67 782,00
	Pour l'exercice	Cumulatif
Sommes versées	27 002,00	47 767,00
Coût réel	47 018,00	67 782,00
Solde reporté (à recevoir)		-20 015,00
2. Titre du projet		
Contribution accordée		
	Pour l'exercice	Cumulatif
Sommes versées		
Coût réel		
Solde reporté (à recevoir)		0,00
3. Titre du projet		
Contribution accordée		
	Pour l'exercice	Cumulatif
Sommes versées		
Coût réel		
Solde reporté (à recevoir)		0,00
4. Titre du projet		
Contribution accordée		
	Pour l'exercice	Cumulatif
Sommes versées		
Coût réel		
Solde reporté (à recevoir)		0,00
5. Titre du projet		
Contribution accordée		
	Pour l'exercice	Cumulatif
Sommes versées		
Coût réel		
Solde reporté (à recevoir)		0,00

2.5 -PROJET(S) MAJEUR(S); Contributions financières – (voir le guide page 5)		
1. Titre du projet		
Contribution accordée		
	Pour l'exercice	Cumulatif
Sommes versées		
Coût réel		
Solde reporté (à recevoir)		0,00
2. Titre du projet		
Contribution accordée		
	Pour l'exercice	Cumulatif
Sommes versées		
Coût réel		
Solde reporté (à recevoir)		0,00
3. Titre du projet		
Contribution accordée		
	Pour l'exercice	Cumulatif
Sommes versées		
Coût réel		
Solde reporté (à recevoir)		0,00

2.6 -PROJET(S) DU CONSEIL EMPLOI MÉTROPOLE (CEM); Contributions financières – (guide page 5)		
1. Titre du projet		
Contribution accordée		
	Pour l'exercice	Cumulatif
Sommes versées		
Coût réel		
Solde reporté (à recevoir)		0,00
2. Titre du projet		
Contribution accordée		
	Pour l'exercice	Cumulatif
Sommes versées		
Coût réel		
Solde reporté (à recevoir)		0,00
3. Titre du projet		
Contribution accordée		
	Pour l'exercice	Cumulatif
Sommes versées		
Coût réel		
Solde reporté (à recevoir)		0,00

2.7 -PROJET(S) FINANCÉS PAR LE FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE (FDRCMO)		
1. Titre du projet Implantation Solution RH		
Contribution accordée		330 000,00
	Pour l'exercice	Cumulatif
Sommes versées		82 500,00
Coût réel		48 100,00
Solde reporté (à recevoir)		0,00
2. Titre du projet Soutien à la formation		
Contribution accordée		275 440,00
	Pour l'exercice	Cumulatif
Sommes versées		0,00
Coût réel		9 116,00
Solde reporté (à recevoir)		-9 116,00
3. Titre du projet Coordonnateur de formation		
Contribution accordée		70 000,00
	Pour l'exercice	Cumulatif
Sommes versées		21 000,00
Coût réel		70 000,00
Solde reporté (à recevoir)		-49 000,00
4. Titre du projet Déplacement coordonateur à la formation		
Contribution accordée		10 940,00
	Pour l'exercice	Cumulatif
Sommes versées		0,00
Coût réel		10 248,00
Solde reporté (à recevoir)		-10 248,00
5. Titre du projet Formation des compagnons		
Contribution accordée		101 057,00
	Pour l'exercice	Cumulatif
Sommes versées		30 317,00
Coût réel		48 960,00
Solde reporté (à recevoir)		-18 643,00
6. Titre du projet Promotion des normes		
Contribution accordée		73 909,00
	Pour l'exercice	Cumulatif
Sommes versées		22 173,00
Coût réel		57 145,00
Solde reporté (à recevoir)		-34 972,00
7. Titre du projet		
Contribution accordée		
	Pour l'exercice	Cumulatif
Sommes versées		
Coût réel		
Solde reporté (à recevoir)		0,00
8. Titre du projet		
Contribution accordée		
	Pour l'exercice	Cumulatif
Sommes versées		
Coût réel		
Solde reporté (à recevoir)		0,00
9. Titre du projet		
Contribution accordée		
	Pour l'exercice	Cumulatif
Sommes versées		
Coût réel		
Solde reporté (à recevoir)		0,00

SOMMAIRE DE L'ÉTAT DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE - REMARQUE
LE TOTAL DES REVENUS, LE TOTAL DES DÉPENSES AINSI QUE L'EXCÉDENT (INSUFFISANCE)
DES REVENUS SUR LES DÉPENSES DOIVENT CORRESPONDRE AUX MONTANTS DE
L'ÉTAT DES RÉSULTATS VÉRIFIÉ

2.8 SOMMAIRE DE L'ÉTAT DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE (voir le guide page 5)	
Revenus	
Subvention DDCIS selon l'Entente-cadre	395 162,00
Amortissement des apports reportés DDCIS afférents aux immobilisations	7 016,00
Revenus générés à partir de la contribution financière de la CPMT	
Subvention DDCIS - autres projets spécifiques	47 018,00
Subvention - Projet(s) majeur(s)	
Subvention - Projet(s) du Conseil emploi métropole (CEM)	
Subvention - Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la m-o (FDRCMO)	233 688,00
(6) Autres subventions	
(6) Autres revenus autonomes	390 865,00
	(6) Total des revenus 1 073 749,00
Dépenses	
Dépenses de fonctionnement - DDCIS (Entente-cadre)	329 781,00
Dépenses d'activités - DDCIS (Entente-cadre)	65 381,00
Dépenses d'activités - DDCIS autres projets spécifiques	47 018,00
Dépenses d'activités - projet(s) majeur(s)	
Dépenses - Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la m-o (FDRCMO)	233 688,00
Dépenses d'activités - projet(s) du Conseil emploi métropole (CEM)	
(7) Autres dépenses de fonctionnement et d'activités	398 557,00
	(7) Total des dépenses 1 074 425,00
Excédent (insuffisance) des revenus sur les dépenses de l'exercice	-676,00

PARTIE 3 APPORTS (SUBVENTIONS) REPORTÉS (voir le guide page 6)

Si la note sur les apports reportés aux états financiers vérifiés ne détaille pas la provenance de ceux-ci vous devez compléter ce tableau (3.1 et 3.2)

3.1 Apports reportés afférents aux immobilisations

Bailleur de fonds	Solde à la fin de l'exercice
CPMT	20 948,00
	20 948,00

3.2 Autres apports reportés

Bailleur de fonds	Solde à la fin de l'exercice
	0,00

PARTIE 4 SUIVI DE L'INVENTAIRE DES DÉPENSES CAPITALISABLES PAYÉES AVEC LES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES DE LA CPMT (voir le guide page 6)

Les immobilisations qui n'ont pas été acquises avec des contributions de la CPMT ne doivent pas être présentées dans ce tableau

Catégorie	Date d'acquisition	Coût d'acquisition	Valeur nette
Mobilier et équipement		24 682,00	8 044,00
Équipement informatique		34 900,00	12 904,00
Matériel roulant			
		59 582,00	20 948,00



**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE
DES INDUSTRIES DES PORTES ET FENÊTRES,
DU MEUBLE ET DES ARMOIRES DE CUISINE**

9675, avenue Papineau, bureau 185, Montréal (Québec) H2B 3C8

Tél. : 514.890.1980 • Téléc. : 514.890.1450

Courriel : info@solutionsrh.net

Site : www.solutionsrh.net

**Commission
des partenaires
du marché du travail**

Québec 

La Commission des partenaires du marché du travail
contribue au financement de la production de ce document.